

INTERNATIONAL LAW AND INTERNATIONAL RELATIONS

Svitlana Karvatska, PhD (Doctorat en droit), Doctorant

Université nationale Taras Chevtchenko de Kiev,

Université nationale Yuriy Fedkovytch de Tchernivtsi, Ukraine

APPLICATION ET INTERPRÉTATION DES NORMES DU DROIT INTERNATIONAL DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME DANS LA PRATIQUE DES COURS CONSTITUTIONNELLES: NOUVEAUX DÉFIS

Svitlana Karvatska, PhD in Law, ScD Candidate

Taras Shevchenko National University of Kyiv,

Yurii Fedkovych Chernivtsi National University, Ukraine

IMPLEMENTATION AND INTERPRETATION OF THE NORMS OF INTERNATIONAL LAW IN THE FIELD OF HUMAN RIGHTS PROTECTION IN THE PRACTICE OF CONSTITUTIONAL COURTS: NEW CHALLENGES

The article argues that international law, protecting the rights and legitimate interests of a person, is consistent with the basic freedoms guaranteed by the national constitutions of democratic states. The article determines that the peculiarity of effective constitutional control over the human rights protection is that international law, as the legal and regulatory framework on which constitutional justice is based, requires actual provisions of the principle of human rights priority, which, in its turn, makes it impossible for states to violate their rights and freedoms. As a conclusion, it turns out that at this stage the future area of protection of fundamental human rights and freedoms, of course, depends, first of all, on national measures for an effective and objective interpretation of international legal norms and convention standards.

Keywords: implementation of international legal norms, protection of human rights, interpretation of international law, national legislation, international courts, Constitutional Court.

Introduction. De par sa nature juridique, la reconnaissance de l'homme en tant qu'objet principal de la protection juridique, les principes et les normes du droit international dans le domaine des droits de l'homme et les normes constitutionnelles sont «apparentés». L'interprétation du droit international vise à assurer la cohérence entre le droit international et la législation nationale, ainsi que l'homogénéité des normes juridiques nationales et internationales. En d'autres termes, son objectif n'est pas tant de résoudre les conflits entre ces normes que de les prévenir.

Le but de cet article est d'analyser les problèmes liés aux processus de l'application et de l'interprétation des normes du droit international dans le domaine de la protection des droits de l'homme dans la pratique des cours constitutionnelles.

Résultat et discussion. Des études de droit international indiquent que les normes internationales de protection peuvent être directement appliquées dans le droit national. Dans ce cas-là, il s'agit de la norme de protection la plus efficace (aux niveaux international et national), car la première prévaut toujours contre la deuxième¹. Par exemple, selon la Constitution fédérale de la Confédération suisse, datée

¹ Oumba, P. (2016). Les mécanismes de contrôle et de garantie des droits de l'homme. *CCSD*. <<https://hal.archives-ouvertes.fr/cel-01319645/document>> (2019, Janvier, 13).

le 18 avril 1999, le devoir d'interpréter le droit national conformément au droit international peut être supprimé des paragraphes 3 et 4 de l'article 5 qui équivaut aux obligations internationales énoncées dans les articles 26 et 27 de la Convention de Vienne sur le droit des traités internationaux. Celles-ci prévoient que tout traité doit être exécuté de bonne foi, quelles que soient les règles du droit national. Cela signifie que dans le processus législatif, les autorités compétentes devraient chercher à identifier les éventuelles incohérences entre le droit national et le droit international et à élaborer une législation qui évite des complications inutiles au niveau international¹.

D'un autre point de vue, la dépendance des cours nationales du droit international n'est pas uniquement due au nombre de litiges portés devant les juridictions internationales. En fait, le contenu du droit international contemporain marque une transition importante par rapport au droit international classique, dont le seul but est de protéger le pouvoir de l'État et de le séparer des autres États. De toute évidence, le droit international protégeant les droits et les intérêts légitimes de l'homme est compatible avec les libertés fondamentales garanties par les constitutions nationales des États démocratiques. L'«humanisation» du droit international a de graves répercussions sur les systèmes judiciaires nationaux. Comme le remarquent Giuseppe Cataldi et Massimo Iovane, tout l'ordre juridique national est sujet à une appréciation nouvelle dans la lumière de la protection des droits de l'homme prévue par le droit constitutionnel et international². L'avenir de la protection des droits de l'homme à ce stade dépend en premier lieu des mécanismes nationaux de justice et de l'interaction constante du droit international et national dans ce domaine.

Il est clair que sans une connaissance approfondie de tous les aspects du droit international ainsi que du droit constitutionnel, il est impossible d'interpréter le contenu des normes relatives aux droits de l'homme et de les appliquer. En raison de l'usage généralisé par les cours constitutionnelles des normes du droit international, des traités relatifs aux droits de l'homme et des jugements de la CEDH, la protection des droits de l'homme est devenue plus étayée et efficace. Tout d'abord, cela est dû au fait que l'application du droit international à des litiges spécifiques a pour objectif de comprendre le contenu réel des règles de droit nationales (ainsi que la détection de lacunes dans la législation), d'une part, et d'harmoniser les décisions de justice des tribunaux nationaux avec les normes de droit international, d'autre part, et, de ce fait, d'assurer la prééminence du droit dans tous les domaines de la vie sociale. En d'autres termes, la particularité d'un contrôle constitutionnel efficace de la protection des droits de l'homme réside dans le fait que le droit international, en tant que base juridique normative sur laquelle la justice constitutionnelle est fondée, exige que le principe de la priorité des droits de l'homme soit effectivement énoncé, ce qui empêche les États de violer les droits et libertés de l'homme.

En parlant du contrôle constitutionnel, M. Savtchyn distingue deux types de contrôle constitutionnel: le contrôle des dispositions des traités internationaux et le contrôle des lois qui mettent en œuvre ces dernières. Selon l'auteur, dans le premier cas, en défaut de la conclusion positive de l'organe de juridiction constitutionnelle sans changement de dispositions constitutionnelles, un traité international ne peut pas être conclu, alors que dans le second cas, la décision négative de cet organe reflètera sa fonction de protéger les dispositions constitutionnelles qui garantissent mieux les droits et libertés et non pas celles d'un traité international³.

Les pouvoirs conférés légalement qui permettent aux cours constitutionnelles de mener des activités d'interprétation afin d'établir la conformité des lois nationales avec les conventions internationales et les décisions des tribunaux internationaux, assurent une protection raisonnée des droits et libertés de l'homme et, dans le même temps, «révisent» d'une manière critique la législation nationale quant à sa non-conformité avec les normes internationales de droits de l'homme.

Il convient de souligner que, contrairement aux autres cours dont la tâche est d'analyser et d'apprécier les circonstances réelles de certaines affaires, les cours constitutionnelles examinent les questions générales

¹ *Switzerland: Implementation of the European Convention on Human Rights* (UN Rule of Law News). <<https://www.un.org/ruleoflaw/blog/portfolio-items/switzerland-implementation-of-the-european-convention-on-human-rights/>> (2019, Janvier, 09).

² Cataldi, G., Iovane, M. (2010). International Law in Italian Courts 1999-2009: An Over View of Major Methodological and Substantive issues. *Italian Yearbook of International Law*. <http://www.sidi-isil.org/wp-content/uploads/2010/12/1_01_cataldi_iovane2.pdf> (2019, Janvier, 09).

³ Савчин М. (1999). Конституційний Суд України у механізмі гарантування прав і свобод людини. *Право України*. <http://www.uapravo.com/hro/text.php?lan=rus&id=1678&id_book=1678&id_parent=1678&id_vid_res=2> (2019, Janvier, 07).

de protection et de garantie des droits et libertés de l'homme. C'est pourquoi dans leur activité interprétative les cours constitutionnelles font, plus souvent que les autres cours, référence aux principes et aux normes du droit international, en particulier aux normes de la Convention internationale. Comme l'a souligné le juge de CEDH L. Huseynov, la nature particulière des traités internationaux relatifs aux «droits de l'homme» «informe» le processus de leur interprétation sur l'orientation finalisée; l'obtention de la protection efficace des droits de l'homme devient donc la principale mesure permettant de «peser» la réalisation la plus adéquate de ces droits par l'État¹. Il est donc évident que l'application du droit international n'est même pas une recommandation juridique, mais plutôt une obligation des cours nationales et, surtout, constitutionnelles, en particulier au cas où le contrôle constitutionnel a pour objet la violation des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Selon certains auteurs, l'interprétation des normes internationales par des juges internes peut sembler, du premier coup d'oeil, un peu spontanée. Cependant, même en cas d'une activité «excessive» des cours au regard du droit international, la jurisprudence a le droit d'appliquer pleinement les normes internationales. Le problème est probablement dû à l'absence de conceptualisation et de systématisation de l'interprétation de ces différentes normes internationales².

Il y a encore une remarque importante: puisque les normes relatives aux droits de l'homme sont définies par des traités internationaux, les cours constitutionnelles sont tenues d'appliquer les principes et les normes du droit international dans le domaine des droits de l'homme également en vertu du principe de *Pacta Sunt Servanda*³. Conformément aux dispositions de la Convention de Vienne sur le droit des traités internationaux de 1969, une partie ne peut pas faire référence aux dispositions de son droit interne pour justifier le non-respect du traité; le contrat doit être interprété de bonne foi suivant le sens habituel à attribuer aux termes du contrat dans leur contexte, ainsi que dans la lumière de l'objet et du but du contrat⁴. Outre le contexte, on tient compte de: a) tout accord ultérieur entre les parties concernant l'interprétation du traité ou l'application de ses dispositions; b) la pratique ultérieure de l'application du traité qui établit un accord entre les parties quant à son interprétation; c) toute norme pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties⁵.

Les processus d'intégration modernes ont un impact objectif sur l'intensité de l'interaction entre les normes du droit international et national, en donnant la priorité à la mise en œuvre des normes internationales relatives à la protection des droits de l'homme dans les législations nationales. En ce qui concerne l'application des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme par la Cour constitutionnelle de l'Ukraine, selon S. Chevchuk, le processus de coopération entre la CEDH et la Cour constitutionnelle de l'Ukraine peut être déposé sous la forme d'une formule: droits et libertés fondamentaux communs, pratique commune de leur application⁶. En d'autres termes, le mécanisme national de garantie des droits et libertés de l'homme a un caractère subsidiaire. La pratique de la CEDH étayée par la Cour constitutionnelle de l'Ukraine peut être appliquée sous la forme et en faisant référence à certaines normes européennes et internationales, aux dispositions spécifiques des traités internationaux, aux précédents de la CEDH, ainsi qu'aux positions juridiques de la CEDH, à son interprétation des normes de la Convention européenne de 1950⁷. La Cour conventionnelle de l'Ukraine applique les dispositions de la Convention lors de l'examen

¹ Гусейнов, Л. (1999). Особенности толкования международных договоров о правах человека. *Белорусский журнал международного права и международных отношений*. <<http://evolutio.info/content/view/284/50/>> (2019, Janvier, 07).

² Taxil, B. (2010). Méthodes d'intégration du droit international en droits internes. *3^{ème} congrès de l'Association des Hautes Juridictions de Cassation des Pays ayant en partage l'usage du Français (AHJUCAF) (21-23/06/2010, Ottawa)*. *Internationalisation du droit, internationalisation de la justice*, 104-125. <<http://v1.ahjucaf.org/Methodes-d-integration-du-droit.html>> (2019, Janvier, 10).

³ *Pacta Sunt Servanda Definition*. Duhaime's Law Dictionary. <<https://definitions.uslegal.com/p/pacta-sunt-servanda/>> (2019, Janvier, 8).

⁴ *Vienna Convention on the Law of Treaties* (Article 31), 23 May 1969. <<http://global.oup.com/booksites/content/9780198259466/15550012>> (2019, Janvier, 08).

⁵ *Vienna Convention on the Law of Treaties* (Article 31), 23 May 1969. <<http://global.oup.com/booksites/content/9780198259466/15550012>> (2019, Janvier, 08).

⁶ Шевчук, С. (2011). Узгодженість практики ЄСПЛ та КСУ. *Вісник Конституційного Суду України*, 5, 128.

⁷ Турченко, О. Г., Бабиц, М. І. (2018). Щодо застосування норм міжнародного права Конституційним Судом України. *Журнал східноєвропейського права / The Journal of Eastern European Law*, 57, 171.

<<http://repository.vsau.org/getfile.php/18975.pdf>> (2019, Vienna Convention on the Law of Treaties (Article 31), 23 May 1969. <<http://global.oup.com/booksites/content/9780198259466/15550012>> (2019, Janvier, 08).

d'affaires impliquant des droits et libertés de l'homme et du citoyen. Parfois, il est uniquement indiqué dans ses décisions que les dispositions de la Convention figurent dans le système juridique de l'Ukraine (décret du 25 décembre 1997 n° 9-zp / 97, du 1^{er} décembre 2004 n° 19-rp / 2004, du 9 juillet 2007 n° 6-rp / 2007, du 29 janvier 2008, n° 2-rp / 2008, du 8 octobre 2008 n° 20-rp / 2008, du 13 mars 2012 n°5-rp / 2012). En même temps, il existe de nombreux exemples de références à des dispositions spécifiques de la Convention, notamment en ce qui concerne l'interdiction de la torture (article 3)¹; le droit à la liberté et à l'inviolabilité de la personne (article 5)²; le droit à un procès équitable (article 6)³; la détermination de la peine par la loi (article 7)⁴; le droit au respect de la vie privée et familiale (article 8)⁵; la liberté d'expression (article 10)⁶; la liberté de réunion et d'association (article 11)⁷; le droit à un recours efficace (article 13)⁸; l'interdiction de la discrimination (article 14)⁹; la restriction de l'activité politique des étrangers (article 16)¹⁰; les limites de l'application des restrictions de droits (article 18)¹¹; la protection de la propriété (article 1 du Protocole additionnel)¹²; la liberté de circulation (article 2 du Protocole n°4)¹³; l'interdiction générale de discrimination (article 1 du Protocole n°12)¹⁴.

Nous partageons la position de P. Rabinovych qui fait observer que, malgré certaines différences dans les spécificités de la nature, chacun des tribunaux a des positions similaires sur le contenu et la nature de la notion de « prééminence du droit ». Bien que contrairement aux cours constitutionnelles, la CEDH se concentre sur le contenu situationnel de l'interprétation de la notion de droit et de prééminence du droit¹⁵. Il convient de souscrire à l'opinion des juges, scientifiques, selon laquelle l'application par la Cour des normes de la Convention, des positions juridiques de la CEDH et d'autres actes est un facteur important de l'influence du droit international sur la justice constitutionnelle et sur le développement du système juridique de l'Ukraine. Cela témoigne d'un renforcement du rôle et de l'autorité du droit international même, de la Convention et des décisions de la CEDH¹⁶.

Conclusions. L'efficacité de la justice constitutionnelle dans le processus de la protection des droits de l'homme dépend de la capacité des organes compétents à mettre en œuvre et à interpréter les normes

¹ Рішення у справі № 1-33/99 1999 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v011p710-99/stru>> (2019, Janvier, 13).

² Рішення у справі № 1-28/2011 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v010p710-11>> (2019, Janvier, 13).

³ Рішення у справі № 1-4/2012 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v001p710-12>> (2019, Janvier, 13).

⁴ Рішення у справі № 1-5/2011 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v001p710-11>> (2019, Janvier, 13).

⁵ Рішення у справі № 1-9/2012 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v002p710-12>> (2019, Janvier, 13).

⁶ Рішення у справі № 1-9/2003 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v008p710-03>> (2019, Janvier, 13).

⁷ Рішення у справі № 1-2/2007 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v002p710-07>> (2019, Janvier, 13).

⁸ Рішення у справі № 1-29/2011 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v019p710-11>> (2019, Janvier, 13).

⁹ Рішення у справі № 1-10/2012 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v009p710-12>> (2019, Janvier, 13).

¹⁰ Рішення у справі № 1-2/2007 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v002p710-07>> (2019, Janvier, 13).

¹¹ Рішення у справі № 1-18/2011 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v004p710-11>> (2019, Janvier, 13).

¹² Рішення у справі № 1-3/2012 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v013p710-12>> (2019, Janvier, 13).

¹³ Рішення у справі № 1-25/2010 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v017p710-10>> (2019, Janvier, 13).

¹⁴ Рішення у справі № 1-10/2012 (Конституційний Суд України). *Офіційний сайт Верховної Ради України*. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v009p710-12>> (2019, Janvier, 13).

¹⁵ Рабінович, П. (2006). Верховенство права в інтерпретації Конституційного Суду України. *Юридичний вісник України*, 4, 8-9.

¹⁶ Гультай, М., Кияниця, І. (2014). Норми міжнародного права у практиці Конституційного Суду України. *Вісник Конституційного Суду України*, 6. <http://www.ccu.gov.ua/sites/default/files/docs/visnyk_6_2014.pdf> (2019, Janvier, 07).

internationales spécifiques en interaction avec les normes du droit national. Ce n'est que dans le cadre de cette interaction que le droit international moderne peut traiter efficacement de nouveaux défis liés à la protection des droits de l'homme, tels que la menace terroriste, les processus migratoires, la criminalité transnationale, la traite des êtres humains, la criminalité environnementale, etc. Mais la tâche la plus difficile consiste à trouver un équilibre entre la garantie des droits et libertés de l'homme, d'une part, et la sécurité nationale, d'autre part. A l'étape actuelle, l'avenir du domaine de protection des droits et libertés de l'homme dépendra, bien sûr, en premier lieu, des mesures nationales pour l'application efficace et l'interprétation objective des normes et des conventions juridiques internationales. La principale condition de l'efficacité de ces efforts de la communauté internationale sera l'interaction étroite du droit international et du droit national.

Références:

- Oumba, P. (2016). Les mécanismes de contrôle et de garantie des droits de l'homme. *CCSD*. <<https://hal.archives-ouvertes.fr/cel-01319645/document>> (2019, Janvier, 13). [in French].
- Ševčuk, S. (2011). Uzhodženist' praktyky JeSPL ta KSU [Coherence of the practice of the ECHR and the CCU]. *Visnyk Konstytucijnoho Sudu Ukrainy* [Bulletin of the Constitutional Court of Ukraine], 5, 128. [in Ukrainian].
- Turčenko, O. H., Babyč, M. I. (2018). Ščodo zastosuvannja norm mižnarodnoho prava Konstytucijnym Sudom Ukrainy [Concerning the application of international law by the Constitutional Court of Ukraine]. *Žurnal svidnojevropejs'koho prava / The Journal of Eastern European Law*, 57, 171. <<http://repository.vsau.org/getfile.php/18975.pdf>> (2019, Janvier, 07). [in Ukrainian].
- Savčyn, M. (1999). Konstytucijnyj Sud Ukrainy u mexanizmi harantuvannja prav i svobod ljudydy [The Constitutional Court of Ukraine in the mechanism of guaranteeing human rights and freedoms]. *Pravo Ukrainy* [Law of Ukraine]. <http://www.uapravo.com/hro/text.php?lan=rus&id=1678&id_book=1678&id_parent=1678&id_vid_res=2> (2019, Janvier, 07). [in Ukrainian].
- Rabinovyč, P. (2006). Verkhovenstvo prava v interpretaciji Konstytucijnoho Sudu Ukrainy [The Rule of Law in the Interpretation of the Constitutional Court of Ukraine]. *Jurydyčnyj visnyk Ukrainy* [Legal Bulletin of Ukraine], 4, 8-9 [in Ukrainian].
- Taxil, B. (2010). Méthodes d'intégration du droit international en droits internes. *3^{ème} congrès de l'Association des Hautes Juridictions de Cassation des Pays ayant en partage l'usage du Français (AHJUCAF) (21-23/06/2010, Ottawa)*. *Internationalisation du droit, internationalisation de la justice*, 104-125. <<http://v1.ahjucaf.org/Methodes-d-integration-du-droit.html>> (2019, Janvier, 10). [in French].
- Husejnov, L. (1999). Osobennosti tolkovanyja meždunarodnyh dohovorov o pravax čeloveka [Features of the interpretation of international human rights treaties]. *Belorusskij žurnal meždunarodnoho prava y meždunarodnyh otnošenyj* [Belarusian Journal of International Law and International Relations]. <<http://evolutio.info/content/view/284/50/>> (2019, Janvier, 07). [in Ukrainian].
- Hul'taj, M., Kyjanycja, I. (2014). Normy mižnarodnoho prava u praktyci Konstytucijnoho Sudu Ukrainy [The norms of international law in the practice of the Constitutional Court of Ukraine]. *Visnyk Konstytucijnoho Sudu Ukrainy* [Bulletin of the Constitutional Court of Ukraine], 6. <http://www.ccu.gov.ua/sites/default/files/docs/visnyk_6_2014.pdf> (2019, Janvier, 07). [in Ukrainian].
- Pacta Sunt Servanda Definition*. *Duhaime's Law Dictionary*. <<https://definitions.uslegal.com/p/pacta-sunt-servanda/>> (2019, Janvier, 08). [in English].
- Vienna Convention on the Law of Treaties* (Article 31), 23 May 1969. <<http://global.oup.com/booksites/content/9780198259466/15550012>> (2019, Janvier, 08). [in English].
- Switzerland: Implementation of the European Convention on Human Rights* (UN Rule of Law News). <<https://www.un.org/ruleoflaw/blog/portfolio-items/switzerland-implementation-of-the-european-convention-on-human-rights/>> (2019, Janvier, 09). [in English].
- Cataldi, G., Iovane, M. (2010). International Law in Italian Courts 1999-2009: An Over View of Major Methodological and Substantive issues. *Italian Yearbook of International Law*. <http://www.sidi-isil.org/wp-content/uploads/2010/12/1_01_cataldi_iovane2.pdf> (2019, Janvier, 09). [in English].
- Rišennja u spravi № 1-33/99 1999* (Konstytutsiinyi Sud Ukrainy) [The decision in the case № 1-33/99 1999 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyj sayt Verkhovnoyi Rady Ukrainy* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v011p710-99/stru>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].
- Rišennja u spravi № 1-28/2011* (Konstytutsiinyi Sud Ukrainy) [The decision in the case № 1-28/2011 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyj sayt Verkhovnoyi Rady Ukrainy* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v010p710-11>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].
- Rišennja u spravi № 1-4/2012* (Konstytutsiinyi Sud Ukrainy) [The decision in the case № 1-4/2012 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyj sayt Verkhovnoyi Rady Ukrainy* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v001p710-12>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].

16. *Rišennja u spravi № 1-5/2011* (Konstytutsiinyi Sud Ukrayiny) [The decision in the case № 1-5/2011 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyy sayt Verkhovnoyi Rady Ukrayiny* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v001p710-11>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].
17. *Rišennja u spravi № 1-9/2012* (Konstytutsiinyi Sud Ukrayiny) [The decision in the case № 1-9/2012 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyy sayt Verkhovnoyi Rady Ukrayiny* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v002p710-12>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].
18. *Rišennja u spravi № 1-9/2003* (Konstytutsiinyi Sud Ukrayiny) [The decision in the case № 1-9/2003 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyy sayt Verkhovnoyi Rady Ukrayiny* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v008p710-03>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].
19. *Rišennja u spravi № 1-2/2007* (Konstytutsiinyi Sud Ukrayiny) [The decision in the case № 1-2/2007 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyy sayt Verkhovnoyi Rady Ukrayiny* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v002p710-07>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].
20. *Rišennja u spravi №1-29/2011* (Konstytutsiinyi Sud Ukrayiny) [The decision in the case № 1-29/2011 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyy sayt Verkhovnoyi Rady Ukrayiny* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v019p710-11>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].
21. *Rišennja u spravi № 1-10/2012* (Konstytutsiinyi Sud Ukrayiny) [The decision in the case № 1-10/2012 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyy sayt Verkhovnoyi Rady Ukrayiny* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v009p710-12>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].
22. *Rišennja u spravi № 1-2/2007* (Konstytutsiinyi Sud Ukrayiny) [The decision in the case № 1-2/2007 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyy sayt Verkhovnoyi Rady Ukrayiny* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v002p710-07>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].
23. *Rišennja u spravi № 1-18/2011* (Konstytutsiinyi Sud Ukrayiny) [The decision in the case № 1-18/2011 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyy sayt Verkhovnoyi Rady Ukrayiny* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v004p710-11>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].
24. *Rišennja u spravi № 1-3/2012* (Konstytutsiinyi Sud Ukrayiny) [The decision in the case № 1-3/2012 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyy sayt Verkhovnoyi Rady Ukrayiny* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v013p710-12>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].
25. *Rišennja u spravi № 1-25/2010* (Konstytutsiinyi Sud Ukrayiny) [The decision in the case № 1-25/2010 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyy sayt Verkhovnoyi Rady Ukrayiny* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v017p710-10>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].
26. *Rišennja u spravi № 1-10/2012* (Konstytutsiinyi Sud Ukrayiny) [The decision in the case № 1-10/2012 (Constitutional Court of Ukraine)]. *Ofitsiynnyy sayt Verkhovnoyi Rady Ukrayiny* [The official website of the Verkhovna Rada of Ukraine]. <<https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/v009p710-12>> (2019, Janvier, 13). [in Ukrainian].